

Proposition de modification de l'accord-cadre ARENH

Date de la contribution : 15/09/2020

Alpiq souhaite souligner l'ARENH est régi par un principe légal « *couramment appelé principe d'équivalence* »[1], qui implique la recherche d'un équilibre entre les parties. On rappellera ainsi que le souhait explicite du législateur, au travers de la loi du 7 décembre 2010, était que « *du point de vue de son activité de fourniture d'électricité, EDF [soit] ainsi placé sur un pied d'égalité avec les fournisseurs alternatifs* »[2]. Les articles L. 336.1 et L. 336.2 du Code de l'énergie prévoient ainsi que l'ARENH est « *consenti à des conditions économiques équivalentes à celles résultant pour Electricité de France de l'utilisation de ses centrales [...] situées sur le territoire national et mises en services avant le 8 décembre 2010* ». On rappellera également que l'article L.336-9 du Code de l'énergie vient préciser et compléter le caractère symétrique des conditions d'approvisionnement à l'ARENH en soumettant le propriétaire des centrales aux mêmes conditions de prix, de droits et plus généralement d'accès que les demandeurs d'ARENH : « *Afin de garantir un accès transparent, équitable et non discriminatoire à l'électricité produite par les centrales nucléaires mentionnées à l'article L. 336-2, pour les fournisseurs d'électricité, y compris le propriétaire de ces centrales* ».